

6 Économie

Promotion des investissements privés

Les mécanismes des PPP enseignés aux administrations

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

L'UNITE d'appui aux partenariats public-privé (UA-PPP) organise depuis hier, au siège de l'Agence nationale de promotion des investissements, une formation de haut niveau. Prévu pour s'achever aujourd'hui, 14 mars 2019, ce stage se donne pour mission d'instruire les différentes administrations sectorielles impliquées, de près ou de loin, dans les Partenariats public-privé (PPP), sur les mécanismes de cet dispositif. Elle s'adresse aux acteurs intéressés par la question du financement des infrastructures structurantes de l'économie.

L'occasion est donc donnée aux participants de mieux appréhender le cadre juridique des PPP au Gabon, les principes fondamentaux ainsi que les différents types de PPP.

Il est aussi question de s'approprier le processus de passation de contrats PPP, les rôles et responsabilités de chaque partie dans un PPP, les bases de la transparence dans le processus d'attribution de contrats, etc.

S'appuyant sur le modèle turc, l'UA-PPP voudrait, à travers cette formation financée par la Banque islamique de développement, que les parties prenantes s'approprient les notions techniques de programmation, de planification, des facteurs clés de décision



Eyüp Vural Aydin, chef de mission des consultants turcs face...

Photo : I.M'B

d'un PPP, d'analyse de coûts de faisabilité et de viabilité financière, de relations avec les actionnaires et d'atténuation des risques inhérents à la conduite d'un projet ou programme étatique structurant.



... aux cadres des administrations impliquées dans les PPP.

Photo : I.M'B

Selon Eyüp Vural Aydin, chef de mission de l'équipe de consultants turcs venus d'Istanbul, les PPP présentent de nombreux avantages quand il est question d'accélérer le déploiement, dans un pays, de colossaux projets. Parmi ces avan-

tages « la maîtrise par le gouvernement des coûts et des délais d'un projet et le transfert ou le partage des risques. »

Quant à Davy Emame Ndong Nze, coordonnateur de l'UA-PPP Gabon, il estime que pour parler de

Partenariat public-privé, il est nécessaire d'appréhender toutes les implications juridiques, financières et socio-économiques. C'est à ce titre, a-t-il indiqué, que le gouvernement a décidé de dédier un organisme technique à la structuration, au suivi, au contrôle, à la formation et l'accompagnement des administrations sectorielles dans l'identification de projets.

« Ce séminaire marque donc le lancement des activités de cette Unité d'appui aux PPP; unité ouverte à toutes les administrations porteuses de projets de PPP, ainsi qu'aux organisations publiques ou privées d'accompagnement financier ou de facilitations diverses », a dit M. Ndong Nze.

En prélude à la Journée mondiale des droits des consommateurs

Gabon : comprendre le potentiel du marché des produits intelligents

I. M'B.  
Libreville/Gabon

LE Gabon commémore demain, 15 mars 2019, la Journée mondiale des droits des consommateurs, qui a pour thème "Des produits connectés de confiance". Administration sous tutelle du ministère de l'Economie, la direction générale de la Concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) sera le point focal de l'organisation des activités relatives à cette célébration.

Selon une note de la DGCCRF, "on entend par produits connectés ou intelligents, les produits qui sont

reliés à internet et reçoivent, collectent et transmettent des données". Au plan national, ce thème a été contextualisé et se décline ainsi qu'il suit : "Utilisation des smartphones, opportunités et risques".

A l'échelle planétaire, on dénombre 23,1 milliards de produits intelligents. Des smartphones jusqu'aux traqueurs de suivi d'activité, en passant par des assistants vocaux et des télévisions connectées. Sans omettre les applications pour maisons ou voitures intelligentes (sans chauffeurs), la télé-médecine, etc.

D'après les spécialistes, l'ensemble de ces produits apportent des bénéfices so-



Un produit connecté comme il en existe des milliards à travers le monde.

Photo : I.M'B / L'Union

ciaux et économiques pour tous. On parle, par exemple, de la possibilité pour les fermiers ou agriculteurs de contrôler l'irrigation des

plantations, le comportement d'un cheptel.

Autant ces outils technologiques apportent du bien-être à l'humanité, autant ils

inquiètent. Notamment sur les aspects en rapport avec la confidentialité et la sécurité, l'absence de transparence, les responsabilités des usagers et des fabricants pas toujours faciles à saisir. Sans oublier que ces produits, de par leur dimension hybride, s'attaquent à la propriété industrielle ou intellectuelle, exposent les usagers à des contrats à distance, avec la difficulté de poursuivre des industriels ou des start-ups.

Enfin, il y a l'obsolescence rapide des technologies qui poussent le consommateur à devenir un "esclave permanent de l'avancée technologique".

Pour l'année 2019, le mi-

nistère de l'Economie organise, à l'auditorium de l'immeuble Arambo, une table-ronde, en association avec des partenaires. Parmi ceux-ci, les associations de consommateurs, qui devront méditer sur les avantages des téléphones intelligents, mais aussi les opérateurs de téléphonie mobile pour montrer les opportunités qu'offre ce marché. L'Agence de régulation des communications électroniques et de la poste (Arcep) présentera le cadre juridique.

Quant à la DGCCRF, elle sera le modérateur, puisqu'elle est un instrument de protection économique du consommateur.

Passation de charges au ministère du Pétrole, du Gaz et des Hydrocarbures

Liliane Nadège Ngari, épouse Onanga Y'Obegué en fonction

AEE  
Libreville/Gabon

NOMMÉE lors du Conseil des ministres du 26 février 2019, en remplacement de Jean-Philippe Ndong Biyoghe, la nouvelle secrétaire générale du ministère du Pétrole, du Gaz et des Hydrocarbures, Liliane Nadège

Ngari, épouse Onanga Y'Obegué, a été installée hier dans ses fonctions par le ministre de tutelle, Pascal Houangni Ambouroué.

Le membre du gouvernement, après avoir présenté le ministère au nouvel arrivant, son fonctionnement et les objectifs qui lui ont été assignés par le gouvernement de la République, a demandé aux agents d'accueillir l'ancienne direc-



Photo : Abel Eyeghe

trice générale du Conseil gabonais des chargeurs (CGC) à bras ouverts. « C'est une travailleuse expérimentée et acharnée, qui est là pour poursuivre l'œuvre entamée par son

prédécesseur », a-t-il indiqué.

A son tour, la nouvelle secrétaire générale a promis de travailler suivant les instructions de la hiérarchie. Elle a dit avoir besoin de tous les agents du ministère pour relever les nombreux défis qui l'attendent, invitant le personnel à plus d'ardeur au travail, au dévouement et à la discipline, pour une administration plus performante et plus efficace.

Echange symbolique des documents de travail entre les secrétaires généraux entrant et sortant.

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 14/03/2019**

Union Gabonaise de Banque  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1303	1USD =	580,339	1 USD	602,878
CAD	1,5087	1CAD =	434,783	1 CAD	468,426
JPY	125,8900	1JPY =	5,211	100 JPY	550,077
GBP	0,8588	1GBP =	763,806	1 GBP	817,621
CHF	1,1373	1CHF =	576,767	100 CHF	61 981,99
ZAR	16,1987	1ZAR =	40,494	100 ZAR	4 284,23
MAD	10,8644	1MAD =	60,377	1 MAD	63,75
CNY	7,5818	1CNY =	86,517	1CNY	89,11
KES	113,3100	1KES =	5,789	1KES	5,96

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	14/03/2019	5 293,92
DOW JONES	14/03/2019	25 699,78

  

<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>
<b>14 Mars 2019: 67,39</b>